



Pr William DAB

Ancien directeur général de la santé (2003-2005), William Dab est Professeur titulaire de la chaire « Hygiène et sécurité » et directeur de l'Institut d'Hygiène Industrielle et de l'Environnement – Sécurité Sanitaire de l'Environnement et du Travail (IHIE-SSET) du Conservatoire National des Arts et Métiers (Cnam) dont il est membre du Conseil scientifique.

Il est médecin, ancien Interne des Hôpitaux de Paris et Docteur es Sciences (Épidémiologie). Ses travaux ont porté sur la surveillance épidémiologique, l'organisation du système de sécurité sanitaire, le sida et la sécurité sanitaire de l'environnement et du travail. Il anime le Nanoforum du Cnam, instance de débat public sur les nanotechnologies. Il coordonne le Réseau Francophone de Formation en Santé au travail.

Membre d'une dizaine de sociétés savantes et Ancien Vice-Président de la Société Française de Santé Publique, il a été membre du comité exécutif de l'OMS et président élu du Comité européen Environnement et Santé de l'OMS pour la région Europe (53 pays membres). Il anime la rubrique santé et environnement du Quotidien du Médecin.

Il est l'auteur de cinq livres (dont le Que Sais-Je « Santé et Environnement » n° 3771) et d'une centaine de publications scientifiques.

Présentation : Pesticides et santé publique

Les pesticides posent des problèmes particulièrement complexes pour la protection de la santé. Plusieurs centaines de substances sont utilisées en grande quantité, seules ou en associations et pour de nombreux usages. Leur durée de vie, leur toxicité pour les différents groupes de population (travailleurs, ruraux, enfants, femmes enceintes, etc.) et leurs mécanismes d'actions sont très variables.

La prise de conscience de l'importance de cette question est réelle, mais son impact sanitaire est encore en grande partie invisible. La connaissance des dangers par les méthodes de la toxicologie et de l'épidémiologie laisse persister de nombreuses incertitudes en raison de la diversité des dangers à prendre en compte et de la difficulté à estimer correctement les niveaux d'exposition actuels ou passés. Seule une petite partie des substances utilisées peuvent faire l'objet d'un jugement sur leur cancérogénicité, leur immunotoxicité ou encore leurs effets endocriniens. Malgré leur importance économique (40 milliards \$ de chiffre d'affaire au plan mondial, 2 milliards € en France), l'impact sanitaire de ces produits reste inconnu.

En termes de surveillance, les travaux de l'institut de Veille Sanitaire et de l'Observatoire des Résidus des Pesticides commencent à apporter des résultats, mais les tendances évolutives des niveaux d'imprégnation chez l'homme ne sont pas connues.

Cependant, il existe de nombreux signaux inquiétants. Il est particulièrement frappant de constater que le niveau des risques observés par l'épidémiologie augmente au fur et à mesure que la qualité des études s'améliore.

On se trouve donc typiquement dans une situation de précaution dans laquelle existe une présomption de danger grave. Au plan de la gestion, le nombre et la diversité des organismes impliqués est important et leur coordination est un problème en soi. Toutes les conditions sont réunies pour que la population soit méfiante et ne considère que les risques sans référence aux bénéfices. Les implications décisionnelles de cette situation seront discutées à la lumière de l'expérience de l'auteur sur le dossier du Chlordécone aux Antilles françaises